

Réponse au Bureau socialiste international

Récemment, un député socialiste belge, M. Léon Furnémont, a fait un voyage à Madrid pour s'aboucher avec des membres de l'organisation politique dirigée par Pablo Iglesias. Là, dans une conférence publique, il a fait des déclarations qu'a reproduites la presse espagnole, et que voici :

« 1° *Le Parti socialiste est un parti de classe, c'est-à-dire le parti des travailleurs, tant manuels qu'intellectuels, de ceux qui, ne possédant pas de moyens d'existence, se voient obligés de vendre au capital leur force productrice et vivent soumis à sa tyrannie ;*

« 2° *La classe ouvrière doit s'organiser pour l'action politique ; c'est-à-dire qu'à côté de son organisation syndicale et professionnelle, elle doit faire de la politique pour obtenir la protection économique des lois : car si les lois ne sanctionnent pas les améliorations apportées à la condition du prolétariat, il ne sera pas facile à celui-ci d'acquérir la capacité de transformer le régime social ;*

« 3° *La classe ouvrière doit s'emparer des pouvoirs publics, pour effectuer la transformation de l'organisation actuelle, basée sur le monopole au profit de quelques-uns, en une organisation communiste ou collectiviste, dans laquelle tous les moyens de production appartiendront aux nations et à l'humanité entière, fondant ainsi toutes les classes en une seule, qui travaillera et qui jouira de la richesse.*

« Celui qui accepte ces trois propositions est socialiste. Celui qui ne les accepte pas, quelle que soit la noblesse de son cœur, quelle que soit son intelligence et l'ardeur de son zèle démocratique, n'est pas socialiste. »

La conséquence d'un semblable programme, c'est que tout travailleur manuel ou intellectuel qui accepte ces trois propositions – qu'il soit Anglais, Français, Belge, Suisse, Allemand, Russe, Italien, Espagnol, Portugais, etc. – n'est pas *internationaliste* : c'est un *nationaliste*, qui, méconnaissant la capacité révolutionnaire du prolétariat, demande aux législateurs et aux gouvernants de son pays des lois protectrices grâce auxquelles les travailleurs deviendront capables de transformer le régime social.

Dans cet évangile qu'enseignent les apôtres du nouveau socialisme, – diamétralement opposé à ce socialisme au nom duquel les socialistes de Paris et de Berlin s'appelaient frères et protestaient contre la guerre franco-prussienne ; à ce socialisme qui réunissait à Madrid, en 1870 et en 1871, des ouvriers français et des ouvriers espagnols pour protester contre la fête patriotique du Deux-Mai [[La population de Madrid célèbre toutes les années, le 2 mai, une fête civique à la mémoire des patriotes espagnols qui moururent le 2 mai 1808 en livrant bataille, dans les rues de Madrid, aux Français commandés par Murat.]], – dans cet évangile socialiste absolument contraire à celui de l'Association internationale des travailleurs, qui réunissait en une pensée et une action communes tous les travailleurs du monde *sans distinction de couleur, de croyance ni de nationalité*, – on fractionne le prolétariat par nations au lieu de maintenir sa solidarité internationale, et on fait croire aux travailleurs qu'en se consacrant à la politique nationale et en se confiant aux politiciens de profession on peut espérer voir s'accomplir la transformation du régime social, ce qui est la négation des deux grands principes de l'Internationale : « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » ; « l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ni national, mais un problème social qui embrasse tous les pays civilisés, et dont la solution dépend de leur concours tant pratique que théorique ».

Furnémont me fait ici l'effet d'un de ces milords anglais qui, imbus du préjugé que l'Espagne est un pays de *manolas* et de *toreros*, vont à Séville assister à une « réjouissance populaire » artificiellement préparée, qu'ils prennent pour une manifestation spontanée et authentique des mœurs du pays, et s'en retournent chez eux plus trompés que jamais, s'imaginant avoir vu la confirmation de leurs illusoire croyances.

Comme il l'a dit dans sa conférence, Furnémont croit que le prolétariat est incapable d'opérer la transformation du régime social, et que, pour en acquérir la capacité, il a besoin de la protection des lois ; c'est comme si les agneaux, pour se délivrer de la tyrannie des loups, leur demandaient leur protection. Il arrive à Madrid, il s'entretient avec Pablo Iglesias et son entourage, et se figure avoir pris contact avec l'ensemble du prolétariat espagnol : comme s'il n'y avait pas une Andalousie ouvrière d'antique tradition communiste, une région valencienne ouverte aux idées progressistes, une Catalogne syndicaliste révolutionnaire de date plus ancienne que l'Internationale elle-même, une côte cantabrique habitée par une race forte et prudente, pays où la Corogne et Gijon brillent comme deux phares de la pensée rédemptrice du prolétariat. Et avec cette visite à Madrid coïncide, peut-être comme résultat des renseignements obtenus ou suggérés, la publication dans le journal le *Peuple*, de Bruxelles, du 8 février, d'une circulaire véritablement incroyable, signée par les membres du Comité Exécutif du Bureau socialiste international, Vandervelde, Anseele, Furnémont et Huysmans, dans laquelle on demande aux comités centraux des Partis affiliés de verser de l'argent pour permettre de reprendre la publication à Barcelone d'un journal intitulé *la Internacional*.

Ce document débute ainsi :

« Depuis la fondation de l'Internationale en Espagne, il n'y a pas eu en Catalogne, et surtout à Barcelone, un

mouvement socialiste sérieux. Les bakounistes ont pris la tête du mouvement ouvrier dès les débuts, et ils se sont livrés à des attaques violentes contre les socialistes. Ils publièrent d'abord, à Barcelone, un quotidien, *el Productor*, et une revue scientifique, *la Revista Blanca*. Ils éditèrent ensuite, d'une manière presque constante, un grand hebdomadaire à Barcelone, et plusieurs journaux dans les autres villes de Catalogne. Cette activité rendit fort pénible le travail des « socialistes », qui se contentèrent de publier, de temps en temps, des hebdomadaires, et tenaient des réunions publiques que les anarchistes troublaient méthodiquement et essayaient même parfois de dissoudre à coups de revolver.

« Cette situation anormale, dont la classe ouvrière a souffert énormément, avait sensiblement changé à la suite de divers échecs essuyés par les anarchistes, notamment après la grève de 1902. »

La circulaire ajoute qu'alors, comme les syndicats « avaient à peu près disparu de la Catalogne », on vit « les socialistes entrer dans la bataille pour reconstituer ces organismes sur une base plus sûre et plus forte ». Et amalgamant le vrai et le faux, le Bureau socialiste international continue en ces termes :

« Le premier effort dans ce sens a été fait en 1904, en contribuant à la constitution de la Fédération locale des syndicats ouvriers connue sous le nom de « Solidaridad Obrera ». Cette tentative a été très heureuse, car en 1907 cette fédération locale est devenue régionale. Un second effort beaucoup plus important a été tenté par les « socialistes » en constituant, pour la première fois, la « Fédération socialiste catalane » et en fondant un organe important qui portait le titre : *la Internacional*. »

Le Bureau socialiste international se charge lui-même de démontrer que les efforts de 1904 et 1907 n'ont pas réussi à constituer en Catalogne un mouvement « socialiste » sérieux.

Il le prouve par le fait même de la demande qu'il adresse aux comités centraux des Partis affiliés de venir en aide à ces pauvres « socialistes » catalans, qui ne sont pas en état de reprendre par leurs propres forces la publication de leur organe.

« Il est absolument nécessaire – dit la circulaire – de faire revivre ce journal... Mais nos camarades ne sont pas à même de fournir les moyens nécessaires de publier *la Internacional*. Ils devraient plutôt être secourus eux-mêmes... En vue de cette situation particulière, ces camarades se sont adressés au Bureau socialiste international pour lui demander de leur venir en aide. Pour pouvoir refaire leur journal avec chance de succès, ils auraient besoin de huit à neuf mille francs. Cette somme, relativement considérable pour eux, ils ne peuvent la demander au Comité national du Parti espagnol... Comme vous le voyez, nos camarades espagnols sont à un tournant très difficile dans la vie de leur parti. »

Par contre, ces *bakounistes* qui n'ont jamais rien su faire de sérieux, ces *anarchistes* dont les « échecs » sont censés avoir favorisé la croissance du parti « socialiste », se trouvent, de l'aveu du Bureau socialiste international, constituer une force redoutable ; si redoutable, que c'est contre elle qu'il fait appel à l'argent des pays voisins. Écoutez plutôt :

« Les anciens *bakounistes* sont là, prêts à recommencer la lutte et à s'emparer de nouveau du mouvement ouvrier et des syndicats fortement ébranlés en ce moment... En aidant les « socialistes » de Catalogne, vous contribuerez à éteindre un des plus grands et des plus anciens foyers de l'*anarchie* en Europe. Vous aiderez par là à constituer et à renforcer la puissance des « socialistes » en Espagne, et vous interviendrez, enfin, d'une façon efficace dans le pénible et courageux effort que tente en ce moment *la classe ouvrière de toute l'Espagne* (!). »

Je ne discuterai pas davantage la circulaire si maladroitement lancée par le Bureau socialiste international. Cette circulaire, comme il est naturel, a soulevé l'indignation des syndicalistes catalans, dont l'organe, la *Solidaridad Obrera*, l'a stigmatisée dans son numéro du 26 février comme un document qui « falsifie les faits d'une manière déplorable » et qui « contient des calomnies préjudiciables à l'harmonie qui doit régner dans le camp syndicaliste. » Quant au journal *Tierra y Libertad*, il a publié, le 3 mars, une réponse que je veux donner ici en entier :

« Le groupe éditeur et rédacteur de *Tierra y Libertad*, de Barcelone, dénonce au monde travailleur le fait suivant :

« Le Bureau socialiste international, dans le journal belge *le Peuple*, organe quotidien de la démocratie socialiste, numéro du 8 février dernier, s'adresse aux comités centraux des Partis affiliés, en leur demandant huit à neuf mille francs pour la reconstitution du journal *la Internacional*.

« Dans cette circulaire, le Bureau socialiste international, mal informé, commet des inexactitudes qui peuvent être qualifiées de graves et même de calomnieuses.

« Pour éviter les mauvais effets de ce document, qui a les allures d'un décret gouvernemental, il convient que les travailleurs auxquels il est adressé sachent ce qui suit :

« 1° Que la fraction appelée « socialiste », qui constitue en Espagne le groupement politique nommé *Partido Obrero* (Parti ouvrier) et le groupement ouvrier appelé *Union General de Trabajadores* (Union générale des travailleurs), n'a pas d'importance en Catalogne ;

« 2° Que la *Revista Blanca* n'a pas été publiée à Barcelone ;

« 3° Que la grève générale de Barcelone de 1902, brillant mouvement de solidarité envers une corporation ouvrière en lutte avec le capital, mouvement qui a étonné le monde par sa nouveauté et sa grandeur, a été dénigrée par le secrétaire du comité directeur du sus-mentionné *Partido Obrero*, qui donna des renseignements défavorables au Conseil des *Trades Unions* d'Angleterre, lequel avait vu avec une sympathie naturelle ce mouvement grandiose ;

« 4° Que la Fédération locale, de sociétés ouvrières constituant le corps désigné par le nom de « *Solidaridad Obrera* » a été le produit d'un mouvement spontané des travailleurs barcelonais, et non celui de l'insignifiant groupe « socialiste » barcelonais, lequel a donné à peine, en de longues années, des signes d'existence à Barcelone ;

« 5° Que la « Fédération socialiste catalane », dont l'existence est à peine remarquée, et le journal *la Internacional*, qui s'appelait son organe, d'une part, et de l'autre la fédération appelée « *Solidaridad Obrera* » et son organe intitulé *Solidaridad Obrera*, sont deux choses tout à fait distinctes, sans confusion possible ;

« 6° Que les anarchistes n'ont jamais troublé les réunions convoquées et tenues par les membres du groupe socialiste, et, à plus forte raison, n'y ont jamais tiré des coups de revolver ;

« 7° Que si c'est *en aidant les « socialistes » de la Catalogne à éteindre un des plus anciens foyers de l'anarchie* – comme dit le Bureau socialiste international dans un langage. Indigne et calomnieux – *qu'on consolidera et renforcera la puissance du « socialisme » en Espagne*, on n'a que faire de demander 9.000 francs aux fédérations ouvrières internationales pour soutenir le journal *la Internacional* : il suffit de présenter la note au fonds des reptiles.

« Le Bureau socialiste international, les sociétés et les travailleurs auxquels est adressée la malheureuse circulaire, et la généralité des travailleurs qui ne font pas du socialisme d'une manière aussi mesquine, sont invités à prendre note de ces déclarations.

« Pour notre part, vivement impressionnés par les récentes déclarations des travailleurs de la République Argentine qui, renonçant à leurs divisions, se sont rapprochés en une consciente et puissante union qui doit être comme le syndicat liquidateur de la société bourgeoise en faillite ; admirant le grandiose mouvement émancipateur des travailleurs de Pensylvanie et désireux de nous unir à tous les travailleurs de l'Europe et du monde dans l'idée et dans l'œuvre de l'émancipation et de la participation de tous au patrimoine universel, nous protestons contre les machinations de ces « socialistes » qui aspirent seulement à être chefs et députés, au prix de la soumission de leurs affiliés, et qui transforment le socialisme, la glorieuse initiative de l'Association internationale des travailleurs, en un humble troupeau de cotisants et d'électeurs, ce en quoi se résume ce que ces gens-là appellent « les doctrines de leur parti. »

On ne peut rien ajouter à une réplique aussi écrasante que méritée.

Puisse-t-elle être comprise par les organisations ouvrières auxquelles on demande de l'argent pour une propagande d'une efficacité douteuse et d'un caractère plus qu'équivoque.

Maintenant, comme contraste à l'impression reçue par Furnémont de sa visite à Madrid, il sera bon de mettre en regard l'impression qu'a rapportée Jouhaux de sa récente visite à Barcelone, où il avait été délégué par la Confédération Générale du Travail pour assister au grand meeting annoncé pour le 6 février et qui n'a pu avoir lieu. C'est dans la *Voix du Peuple*, de Paris, du 27 février, que Jouhaux a raconté ce qu'il a vu et entendu :

« Je pus, dit-il, entrer en relations avec les valeureux militants barcelonais. L'impression faite sur moi par cette entrevue fut excellent. Si faible numériquement que soit à l'heure présente l'organisation ouvrière en Catalogne, elle n'en constitue pas moins une grande force agissante et combative.

« Contrairement à ce qui se passe malheureusement trop dans nos milieux syndicaux, les ouvriers catalans sont animés d'un esprit largement ouvert aux idées nobles et généreuses. Les syndicalistes sont là-bas des hommes hardis et courageux, qu'aucune tentative, si audacieuse soit-elle, n'effraie. L'atmosphère qui plane dans les réunions syndicales est une atmosphère de fraternité et de sympathie réciproques. Les travailleurs vivent la vie de leurs organisations, vibrant à toutes ses manifestations. C'est là, à mon avis, que réside la force d'un mouvement.

« Quand l'indifférence a disparu, quand les gens sont attachés par des liens d'affinité au sort de leur organisation, celle-ci est alors véritablement forte. C'est la situation existant à Barcelone... Avec de tels groupements rien n'est impossible, tout peut être tenté. L'échec, loin d'annihiler les énergies, les stimule pour de nouveaux combats. C'est ainsi que nos camarades de *Solidaridad Obrera* me déclaraient être prêts à recommencer la lutte si le gouvernement n'accordait pas l'amnistie. Je ne pouvais que les encourager dans cette voie, tout en leur démontrant l'utilité d'une organisation méthodique.

« Le défaut en Catalogne c'est justement le manque d'organisation. Le tempérament chaud et exubérant des Catalans se plie difficilement à une discipline. Cependant, en nous basant sur les sentiments très élevés de ce peuple particulièrement studieux, l'on peut être assuré qu'il saura tirer l'enseignement qui se dégage des derniers événements de Barcelone.

« Les principaux militants l'ont d'ailleurs compris, et c'est pleins d'enthousiasme qu'à peine sortis de la période de répression féroce, ils se sont hardiment attelés à ce travail de réorganisation. D'ici peu, la Catalogne ouvrière aura une organisation puissante et redoutable. Animée par un esprit de combativité qui est sa caractéristique, conduite vers un idéal très élevé, l'avenir lui sera largement ouvert.

« Voilà l'impression que je rapporte de mon trop court séjour dans la belle cité artistique de Barcelone. »

En ce qui concerne le manque d'organisation que le camarade Jouhaux a observé chez les travailleurs barcelonais, je demande à présenter deux ou trois simples remarques. Que l'on tienne compte que nous venons de traverser une période de dure et cruelle répression gouvernementale ; que nous nous trouvons dans une grande crise de chômage, où la faim pousse les travailleurs à l'émigration ; que l'inexpérience des jeunes gens et des journaliers qui viennent des districts ruraux de la Catalogne, de l'Aragon et de Valencia se laisse facilement séduire par l'éloquent charlatanisme des républicains ; que les bourgeois ont recours au pacte de famine contre les ouvriers intelligents et actifs ; et on s'expliquera cette faiblesse numérique et ce défaut d'organisation.

Cela n'empêche pas que l'intelligence et l'énergie de ceux qui restent, des invincibles, de ceux qui maintiennent le feu sacré de l'idée contre les persécutions et contre les déviations, nous donnent l'assurance que Barcelone, que la Catalogne, que l'Espagne ouvrière tout entière ne manquera pas à l'accomplissement de son devoir au grand jour des revendications prolétariennes.

Barcelone l'a prouvé en février 1902 et en juillet 1909, comme l'ont prouvé aussi maintes villes et maintes régions de l'Espagne durant la période écoulée depuis le début du mouvement émancipateur du prolétariat.

[/Anselmo Lorenzo/]

Note de la rédaction Pour « contribuer à éteindre un des plus grands et des plus anciens foyers de l'anarchie en Europe », la Commission administrative Permanente du parti socialiste a voté, dans sa séance du 23 février dernier, une somme de 500 francs.

Constatons qu'aucune protestation n'a été faite contre ce vote, ni à la lecture de l'appel du Bureau International, ni depuis, par aucun membre de la Commission Administrative, où la tendance insurrectionnelle compte cependant deux représentants.

Constatons avec plus de surprise encore que pour ces 500 francs, un article paraphrasant la circulaire du Bureau international a paru dans *l'Humanité* du 16 février, sous la signature d'André Morizet.